

VOUS AVEZ DIT **"DÉVELOPPEMENT DURABLE" ?**

L'enjeu climatique est intégré depuis longtemps dans les compétences institutionnelles parce que la "Gestion de la Cité" porte logiquement sur des questions de nature environnementale : déchets, transports, routes, eau, air, bruit...

L'environnement entre maintenant dans l'analyse conjoncturelle et ouvre sur des enjeux économiques des évolutions climatiques. Ces thèmes abordés depuis les premiers barographes doivent mobiliser les acteurs du territoire tel qu'il a souvent été écrit. Le bilan positif de la charte de l'environnement et du développement durable de Cap l'Orient doit être prolongé et irriguer l'ensemble des acteurs de l'économie que sont les entreprises et les particuliers. Les données de déplacements issues de l'enquête "ménages" montrent que les évolutions urbaines récentes nécessitent de s'interroger sur l'efficacité énergétique et "climatique" de notre développement urbain.

Il est opportun de rappeler que le Schéma de Cohérence Territoriale adopté le 18 décembre 2006 propose de nouvelles attitudes de gestion de notre territoire qui visent à anticiper les défis de demain.

Faut-il rappeler que le concept de Développement Durable repose sur trois piliers : Environnement, Social (dimension humaine), et Économie.

Dans le prochain n°,
la thématique abordée sera :
**LE SCHÉMA DE COHÉRENCE
TERRITORIALE**



AUDÉLOR

AGENCE D'URBANISME
ET DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
DU PAYS DE LORIENT

Observatoire territorial

Dispositif d'observation
et d'animation
pour le
développement local

Pour prendre le large, le temps est à la météo

Depuis toujours, le temps qu'il fait est central pour les hommes engagés dans des activités adossées à la nature. Aujourd'hui alors que la croissance et la création d'emploi ne présentent que de faibles variations, les caprices météorologiques introduisent du relief et de l'imprévu dans des domaines où on avait pris l'habitude de contrôler technologiquement la situation... Il faut prendre la météo pour une sortie en mer mais aussi pour commander maillots de bain ou polaires de la saison estivale, sortir sa terrasse de café, fabriquer viennoiseries ou glaces, grillades ou salades, pâtés en croute ou choucroute.

L'environnement s'invite dans le processus économique...

La dernière livraison conjoncturelle de l'Insee met en avant les changements climatiques dans les principales variables devant influencer la conjoncture de 2007. Il est vrai que certains chiffres sont éloquents sur l'impact de la météo :

Tempête 1987 = 3,3 milliards de francs de dégâts
Tempête 1999 = 8,3 milliards de francs

Les dégâts causés par les inondations représentent en moyenne 250 Millions d'euros par an, la moitié de cette somme relevant d'activités économiques. Mais il existe aussi des effets météorologiques positifs de telle sorte que pour 2007, la prévision nationale de la croissance s'établit dans une fourchette de 1,8 à 2,2% (1). Au plan international, une légère décélération est attendue, ce qui a en revanche un impact favorable sur le coût des matières premières et de l'énergie. L'évolution de l'emploi serait comparable à 2006 à 1%. Au plan régional, les informations sont moins contemporaines : l'emploi qui a augmenté de 0,8% en 2005 aurait une évolution légèrement supérieure à l'évolution nationale en 2006 (estimation provisoire). Fait très significatif en Bretagne sur les chiffres consolidés de 2005, c'est l'emploi non salarié qui enregistre la hausse la plus sensible à 1,2% globalement et 3,2% pour les services aux entreprises et pour la construction (2).

Cette poussée entrepreneuriale qui correspond notamment au besoin de "créer son entreprise pour créer son emploi", bien que positive, augmente le nombre de micro-entreprises qui devront imaginer des alliances si elles veulent prendre le large pour s'ouvrir à de nouveaux débouchés et de nouveaux marchés, sachant que les marchés européens sont globalement tournés vers des consommations de renouvellement alors que les pays émergents sont dans un cycle de primo-équipement beaucoup plus dynamique.

...et certains acteurs anticipent déjà sur les opportunités générées par les changements climatiques...

Des territoires comme le Canada s'apprêtent à exploiter des sous-sols quasi inaccessibles et non rentables jusque-là. La fonte de la glace ouvre un potentiel de ressources énergétiques immense.

Météo France en partenariat avec la Bourse de Paris crée une société de gestion des risques météo. Alliée à Euronext, Météo France fournira des indices sur mesure aux entreprises pour leur permettre d'évaluer la sensibilité de leur activité à la météo. Elle créera aussi des indices permettant la commercialisation des produits de couverture des risques climatiques sur le modèle existant pour les variations des devises ou des taux d'intérêts. Selon Météo France, 20 à 30% de la richesse créée chaque année dans

les pays industrialisés est susceptible d'être affectée par les températures et les précipitations, dont on sait que les variations brutales interviendront plus fréquemment dans les prochaines années. L'industrie du textile, les producteurs de boissons ou de glace, les producteurs d'énergie, l'agriculture, la construction sont des secteurs où les variations climatiques pèsent sur les profits :

L'automne 2006, exceptionnellement chaud a motivé 82% des achats d'habillement

1° C de plus l'été augmente les ventes de bière de 1,2 à 5,2%
Pendant l'été 2003, la vente de chocolat s'est effondrée de 65%

...comme si la météo était l'un des plus importants débouchés futurs...

Une analyse nationale de long terme sur la croissance du PIB et de l'évolution de l'emploi (voir encadré bleu) permet de dégager que la vitesse de croissance française a diminué de moitié depuis le premier choc pétrolier. Quant à l'emploi, son augmentation depuis 1975 est de 17% réparties sur 31 ans, les meilleures années, 1988 et 1999 enregistrant respectivement +3% et +4% et les moins bonnes années, 1983, 1991, 1992, -2%.

Alors, face à cette "molesse", les variations climatiques représentent un vaste champ de débouchés. Le marché lié à la protection de l'environnement est estimé à 550 milliards \$ soit autant que les industries aérospatiales et pharmaceutiques. Plusieurs champs émergent : les énergies renouvelables, les matériaux alternatifs, et aussi, avec un potentiel considérable, les "technologies de rupture" axées sur la réduction des gaz à effet de serre qui sont autant d'enjeux de recherche innovante (couches minces pour cellules photo-voltaïques, stockage de l'électricité, maîtrise de la chaîne cellulosique pour les agro-carburants, ou encore capture du dioxyde de carbone émis par le charbon qui permettrait d'exploiter proprement l'énergie fossile la plus abondante au monde). Les acteurs, petits et grands, s'y mettent dans le monde entier.

Hier, des fortunes se bâtissaient sur le pétrole. Dès maintenant, elles se construisent sur les énergies renouvelables : les valeurs vertes dépassent le NASDAQ à la Bourse, les fonds financiers carbone représentent 11,2 milliards \$ en 2006 contre 241 millions en 2000 ; le capital-risque s'intéresse aux bio-carburants ; la Bourse privilégie le solaire ; l'éolien fait l'objet de nombreux projets.

...au pays de Lorient, le climat serait moins capricieux ?...

Annouer ici que la météo joue un rôle considérable dans l'économie locale ne va pas créer un raz de marée compte tenu du socle économique traditionnel : pêche, commerce maritime, agriculture... Mais de la même façon que la diversité du tissu local est un rempart (ou un

masque) aux bouleversements macro-économiques, la configuration géographique du territoire met un peu à l'abri des catastrophes climatiques : tsunamis, inondations, tremblements de terre, cyclones, tornades sont rares. Ainsi, baignés dans ce climat rassurant, nous sommes peut-être moins stimulés à réagir. Or, deux épisodes, l'un économique et l'autre, économique-environnemental, sont à notre porte. D'une part, la Réforme de la Pac aura des conséquences importantes sur l'agriculture locale. Si la recherche d'une agriculture "haut de gamme" peut être une niche de développement, elle ne peut nourrir 200 000 habitants ! La diversité et la diversification de l'économie locale nous préservent, la même diversification peut-elle préserver l'agriculture ? Et sur quels espaces va-t-elle pouvoir s'étendre ? Ce qui amène à la deuxième menace : l'augmentation tendancielle du coût de l'énergie en lien avec les déplacements des habitants (voir page 4), de plus en plus mobiles... en voiture sur des routes de plus en plus nombreuses. On a déjà vu dans le Barographe n°5 que les transports pèsent fortement dans le budget des ménages. Si on ajoute à cette considération le fait que l'énergie est une denrée d'importation qui plombe la balance commerciale et donc la croissance (3), sans oublier l'impact du développement des routes, on mesure mieux la réalité de cette menace qui, comme la première, n'est pas si visible au premier abord.

...parce qu'il est équilibré sur des bases productives...

Le climat économique lorientais est équilibré parce qu'il est diversifié et aussi parce qu'il repose sur le triptyque : production, résidentiel et sphère publique (4). En 2006, quantitativement (5), les principaux contributeurs à la richesse sont les IAA, le commerce, la construction, les services aux entreprises et l'agriculture/pêche. On retrouve les mêmes secteurs pour l'investissement ainsi que sur le critère croisé CA/Investissement, preuve d'une volonté de développement. 3 des 5 secteurs les plus contributeurs sont dans la sphère productive dont l'agriculture/pêche. Or, ce dernier secteur n'est pas positionné à la hauteur de ses performances parce que sur le critère emploi, il ne représente que 1% de l'emploi salarié. Le secteur qui cumule représentativité en emploi, contribution à la richesse et création d'emploi la plus importante en 2005 (6), est celui des services aux entreprises positionné dans la sphère productive. Cette économie locale diversifiée repose essentiellement sur les TPE/PME. Pour évoluer avec un temps qui se globalise, l'enjeu sur les alliances est aussi une priorité locale.

■ *On ne peut isoler statistiquement la construction dédiée aux locaux professionnels appartenant à la sphère productive. Par conséquent, la construction est entièrement intégrée à la sphère résidentielle, ce qui n'est donc pas le reflet exact de la réalité.*

...et sur le temps, celui de la météo, peut-on agir localement ?

Les leviers sont indirects bien sûr. Chaque habitant peut limiter la part de mobilité qui consomme de l'énergie, un bon exemple concerne les espaces de co-voiturage spontanés et organisés qui se multiplient (7). Au niveau institutionnel, la Charte pour l'Environnement et le Développement Durable, le PDU (plan de déplacements urbain), le PLH (programme local de l'habitat), le SCOT (schéma de cohérence territoriale) sont autant de dispositifs intégrant la problématique climatique. Un Plan Climat spécifique vient d'être initié en déclinaison du Plan Climat National. Il comprend un éventail d'actions visant

à réduire les gaz à effet de serre (GES) : diagnostics de consommation, optimisation des isolations thermiques, mise en place de chauffe-eau solaires, de vitrages triplex, de chaufferies bois, de panneaux solaires pour les bâtiments existants et pour la construction neuve, recherche de nouveaux matériaux, de nouvelles façons de construire... Voilà qui peut susciter des débouchés pour les entreprises locales à condition qu'elles prennent le temps de diversifier leur activité dans ces nouvelles orientations (8).

... quels sont les facteurs à surveiller ?

Comme le font nombre d'acteurs locaux (une étude en cours l'atteste) (9), il faut surveiller la météo de près. Les fluctuations et la cherté des matières premières et de l'énergie sont une préoccupation avec en particulier l'ouverture de l'énergie à la concurrence. Trois pôles mondiaux sont à surveiller : les USA (crise immobilière ?), la Chine (notamment pour les matières premières et l'industrie), le Brésil (pour l'agriculture).

VOYAGE DANS LE TEMPS

L'Insee a travaillé sur un historique de 1959 à 2006 portant sur les évolutions du PIB, de l'emploi, du revenu des ménages, des investissements des entreprises... Ce voyage dans le temps permet d'identifier des tendances et surtout quelques ruptures sociétales.

Des paradoxes dans l'évolution de la croissance.

Depuis le premier choc pétrolier de 1974, le rythme de croissance du PIB (11) a diminué de moitié. Mais son volume a presque doublé depuis 30 ans. Quant à la valeur du PIB, l'évolution confirme les mutations économiques en cours :

- Agriculture/pêche : de 10% à 2%
- Industrie : de 44% à 30%
- Services : de 40% à 60%
- Construction : stable

Le PIB est stable dans ses composantes consommation des ménages et investissements des entreprises, mais le poids des échanges internationaux ne cesse d'augmenter :

- En 1960, l'import/export pèse 1/8 dans le PIB
- En 2006 : 1/4

Des ruptures significatives au regard du travail et de la production

La composition du revenu des ménages (10) se modifie depuis la fin des années 50 : la part des prestations sociales s'est accrue et représente aujourd'hui 30% du revenu des ménages. La part des revenus de patrimoine a été multipliée par deux depuis 1959. Le taux d'investissement des entreprises (12) baisse depuis la fin des années 50. Parmi les prélèvements obligatoires (13), le poids des impôts reste relativement stable jusqu'en 1993. En revanche, le poids des cotisations sociales fait plus que doubler sur cette période.

En conclusion, la façon dont est généré le pouvoir d'achat est la question prospective centrale

Les grands pays émergents sont sur des logiques productives. Et les pays développés, doivent-ils maintenir une base productive et les services qui y sont adossés ou laisser les prestations de confort, de social et de santé devenir l'axe économique essentiel ? La Chine, usine du monde, le Brésil, terre nourricière et l'Europe... le vivier de retraités, les actifs ayant migré vers les pays où l'économie productive fonctionne, est une hypothèse ? Elles supposent de concevoir comment maintenir le pouvoir d'achat de ces retraités ?

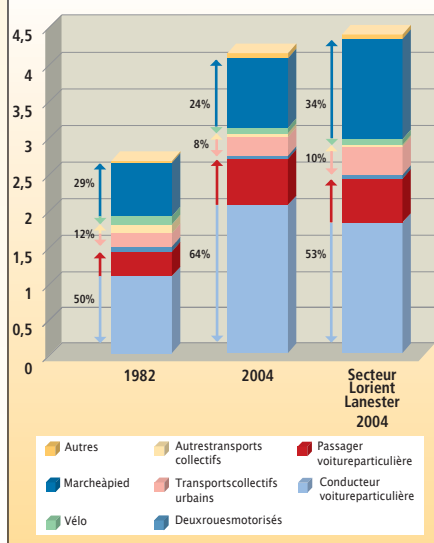
COMMENT SE DÉPLACE-T-ON AU PAYS DE LORIENT ?

Sur un territoire en quête d'une économie forte et durable, la question des déplacements des personnes constitue un enjeu non négligeable. Des modes de transports proposés et de leur efficacité (rapidité, coûts, convivialité, ...) vont dépendre le dynamisme et l'harmonie du Pays de Lorient, dans une période où qualité de cadre de vie et environnement soutendent de plus en plus les conditions du développement.

LES HABITANTS SE DÉPLACENT DE PLUS EN PLUS

Aujourd'hui on compte environ 760 000 déplacements quotidiens sur le Pays de Lorient (Résultat de l'Enquête Ménages et Déplacements - EMD - réalisée sur les 30 communes du territoire entre septembre 2004 et janvier 2005). L'augmentation de la mobilité des habitants, qui passe de 2,5 déplacements par jour en 1982 à 4 en 2004 nécessite un calibrage constant des infrastructures de transports ; la mise en service du Triskell et le doublement de l'A 82 entre Lorient et Lanester l'attestent. Cependant, faut-il s'adapter automatiquement au mode de déplacement dominant en l'occurrence l'automobile dont la part des usagers ne cesse de croître aux dépens de celles des autres modes (bus, vélo, marche à pied) ?

La mobilité par mode de déplacement



DES TEMPS DE DÉPLACEMENT QUI NE JUSTIFIENT PAS L'USAGE DOMINANT DE L'AUTOMOBILE

Faut-il au contraire infléchir les tendances actuelles par le biais de politiques publiques volontaristes en faveur des modes doux ? Cela ne relève pas de l'utopie puisque plus de la moitié des déplacements, tous modes confondus, durent moins de 10 minutes, ce qui caractérise une structure urbaine multipolaire équilibrée avec des équipements bien répartis sur l'ensemble du territoire.

PLUS DE DENSITÉ URBAINE POUR MOINS DE DÉPLACEMENTS MOTORISÉS

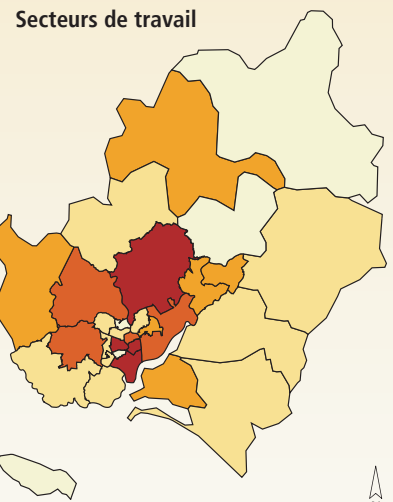
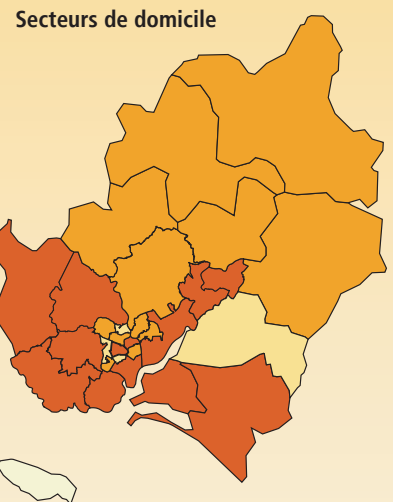
La proximité immédiate des équipements et l'efficacité des transports collectifs permettent aux habitants du centre urbain Lorient - Lanester d'être moins tributaires de l'automobile. La typologie des ménages (une part plus importante de jeunes, de personnes âgées et de ménages à revenus modestes) peut également expliquer la moindre motorisation sur ce secteur. Si la marche à pied y est fortement pratiquée, en revanche, l'usage du vélo reste minoritaire, bien qu'il s'agisse d'un moyen de transport rapide en milieu urbain. Le manque d'infrastructures cyclables sur une partie du territoire permettant une circulation en toute sécurité peut être une des causes du faible enthousiasme pour la petite reine.

DE PLUS EN PLUS DE DÉPLACEMENTS EXTRA-PROFESSIONNELS

Entre 1982 et 2004 la part des déplacements "contraints" (travail, études) a diminué de moitié passant de 50 à 27%. Aujourd'hui les achats, l'accompagnement, les loisirs et les visites à des proches constituent 40% de nos déplacements. Le motif "travail" seul concerne 110 000 déplacements soit 14% de l'ensemble des flux journaliers du Pays de Lorient. La répartition géographique des zones de domicile et de celles de travail offrent deux images bien distinctes du territoire.

Le centre ville et les zones portuaires de Lorient, ainsi que les zones d'activités de Caudan - Lanester longeant l'A82 apparaissent comme les principaux générateurs de déplacements liés au travail. Les secteurs d'habitat (origine des déplacements "domiciles - travail") sont organisés de manière beaucoup plus diffuse avec une tendance à la "littoralisation", illustration d'un territoire aux emplois urbains et aux habitants périurbains.

Les migrations pendulaires sur le pays de Lorient



Nombre de personnes se déplaçant de leur domicile (origine) à leur lieu de travail (destination)

- plus de 3000
- de 1500 à 3000
- de 1000 à 1500
- de 500 à 1000
- moins de 500

1

ÉVOLUTION DU PIB - FRANCE

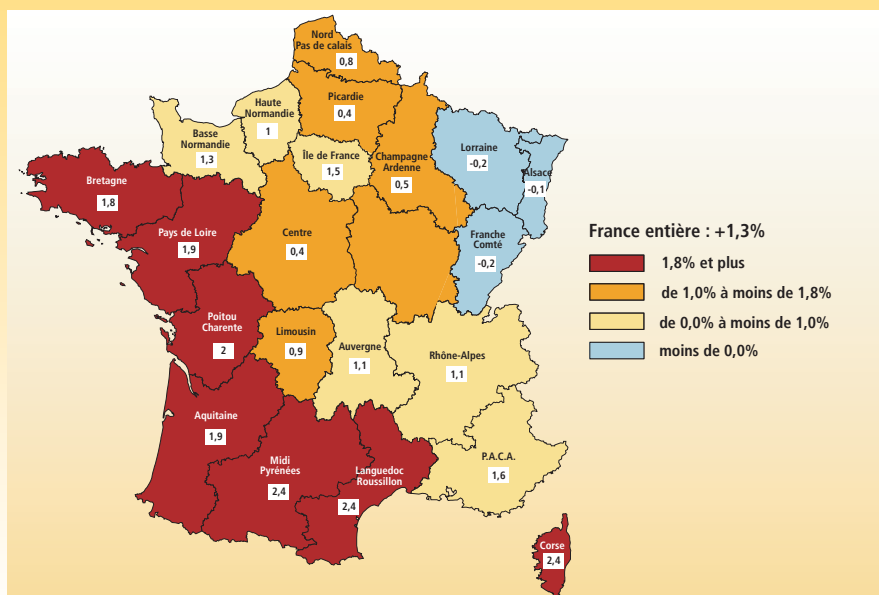
PIB	2005	2006	2007	2005				2006				2007			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
	1,2	2,3	2,2	0,1	0,0	0,7	0,3	0,4	1,2	0,5	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5

(a) contribution à la croissance du PIB (en %) - Source : Perspectives Europes - N°114 - Octobre 2006

L'évolution du PIB français s'inscrit dans la logique de croissance molle qui est apparue en 1975.

2

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LES RÉGIONS DE DÉCEMBRE 2005 À DÉCEMBRE 2006 (valeur CVS)

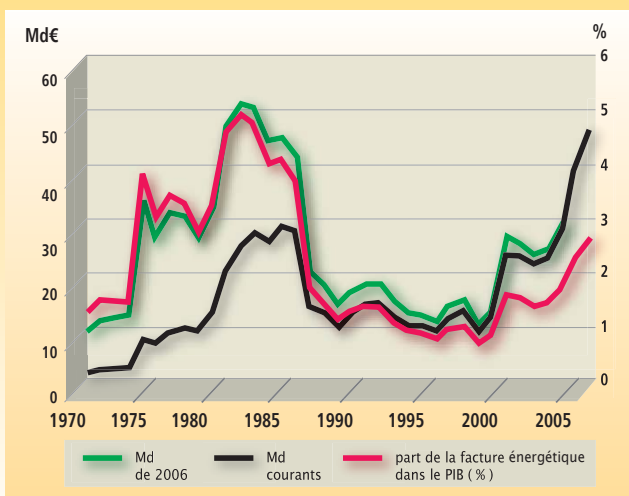


En examinant cette carte, on pourrait être tenté de revoir l'hypothèse sur l'excentricité de l'Ouest comme étant un facteur d'éloignement de la dynamique européenne...

Source : MINEFI

3

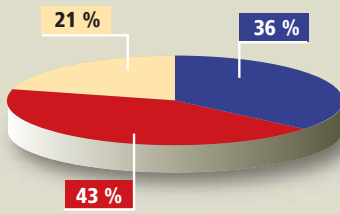
FACTURE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE



La facture énergétique pèse 2,6% du PIB de la France, ou l'équivalent de six jours de travail pour l'ensemble des Français. À 2,6% du PIB français, après 2,28% en 2005 et 1,71% en 2004, la facture énergétique se rapproche du niveau du premier choc pétrolier (environ 3,2%), mais reste bien inférieure à celui du deuxième choc (5% en 1981). Compte tenu de la durée moyenne du travail, la facture énergétique correspond à la richesse produite par la population active de la France en six jours de travail.

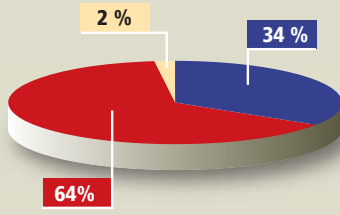
Source : Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi

Répartition des effectifs salariés estimés



- Appareil productif
- Économie résidentielle privée
- Fonction publique

Répartition du nombre d'établissements



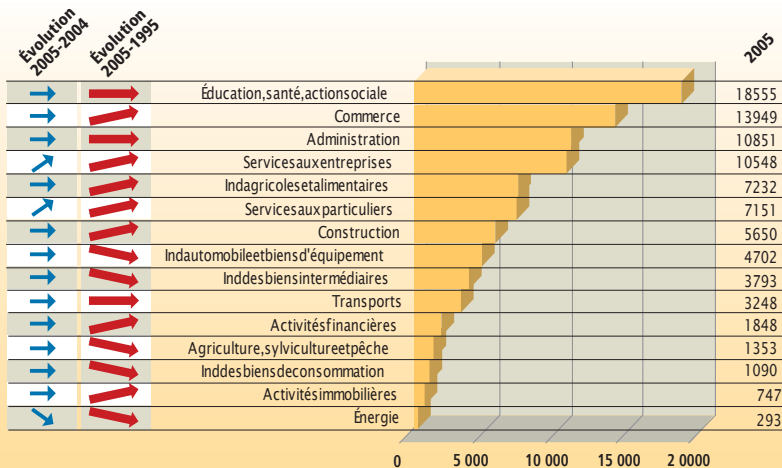
Selon le découpage en trois sphères économiques, production, résidentielle et fonction publique, le camembert du haut montre la répartition selon l'emploi et le camembert du bas selon la répartition par nombre d'entreprises. Le premier camembert est donc un indicateur de nature économique, le second pourrait davantage renseigner sur l'aménagement : emprise spatiale, type de locaux...

Source : INSEE - Traitement AudéLor

	CA / Investissements	Évolution 2006 tendancielle	Évolution 2005 en emplois	Poids dans l'emploi salarié
IAA (poissons/viandes)	N°1	➔	-74	8 %
Agri/pêche	N°5	➡	-32	1%
Commerce	N°2	➔	+40	15 %
Services aux entreprises (nettoyage, informatique, conseil)	N°4	➔	+374	12 %
Construction	N°3	➔	+143	-6 %

Source : DGI - Traitement AudéLor

La filière produits de la mer est un contributeur important au territoire. Compte tenu du critère croisé (CA et emploi), le commerce de détail et les services aux entreprises sont les plus forts contributeurs.



La croissance du secteur des services aux entreprises se confirme sur le court comme sur le long terme. Ceci est également le cas des services aux particuliers qui représentent cependant un nombre d'emploi inférieur.

Source : INSEE - 2007 - Estimations d'emploi 2005 provisoires



Source : CG 56

Les stationnements de co-voiturage ont d'abord été un phénomène spontané. Le Conseil Général du Morbihan a formalisé cette pratique en aménageant des stationnements. Pour plus de détails, consulter le site internet du Conseil Général : www.covoiturage.morbihan.fr. D'autres aires "spontanées" non aménagées ne sont pas répertoriées ici.

Secteur	%
Agriculture/pêche...	8%
Industriedont2enconstruction/répanavale	12%
Matériauxinnovants	2%
Construction	7%
Commerce	20%
Servicesauxentreprisesdontinformatique, conseilmanagement, ingénierie, R&D	33%
Servicesàlapersonne	10%
Ecotechnologies:conceptionet/ouréalisation	3%
Restauration	5%

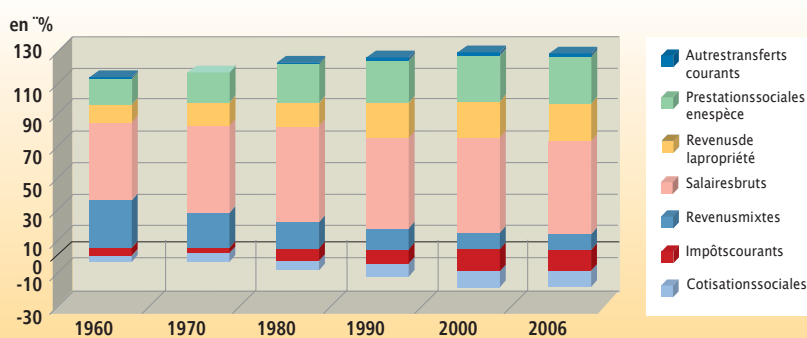
Source : AudéLor

Plusieurs secteurs "traditionnels" sont représentés. L'innovation est présente dans les activités de "matériaux", "d'écotechnologies" mais aussi dans la recherche de nouvelles approches de conception, de management, de commerce...

TYPLOGIE	IMPACT METEO	NATURE DE L'IMPACT
Secteur 1 (secteur géographique touristique)	Fort à très fort	- CA: +30 à 40% - Réactivité des touristes: 3 jours au mauvais temps = départ le 4ème - Effectif: +50 à 100% stock - Souplesse rayons et stock
Secteur 2 (secteur géographique moyennement touristique)	Fort à faible	Variation des pratiques des résidents
Secteur 3 (secteur géographique peu touristique)	Faible	

Source : UBS - AudéLor

Un chiffre d'affaires peut varier de plus d'un tiers et l'effectif peut doubler selon la météo

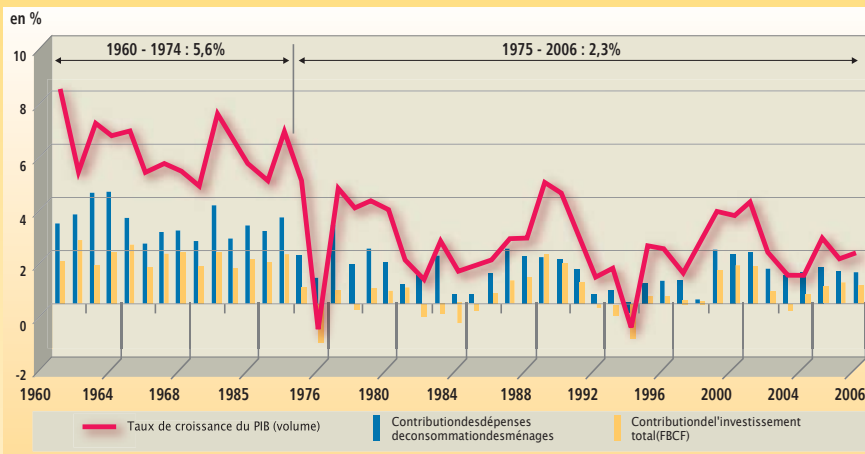


Les revenus des ménages se sont diversifiés et la part non liée au travail augmente.

Source : INSEE

11

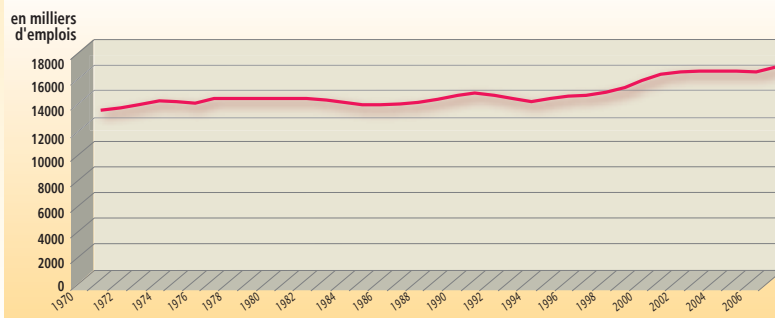
COISSANCE DU PIB DE 1960 À 2006



L'historique de l'évolution du PIB est net sur ce graphique. Depuis 1975, la moyenne s'établit à 2,3%. Ce taux, d'après les experts, ne peut générer une augmentation significative de l'emploi.

11 bis

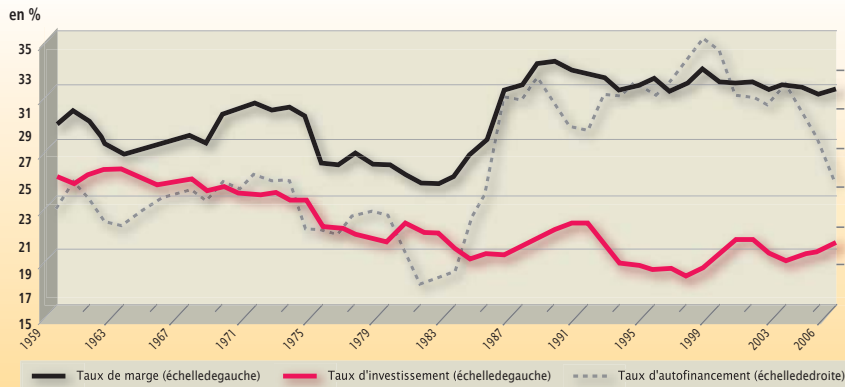
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DE 1970 À 2006



Source : INSEE

12

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES DE 1959 À 2006

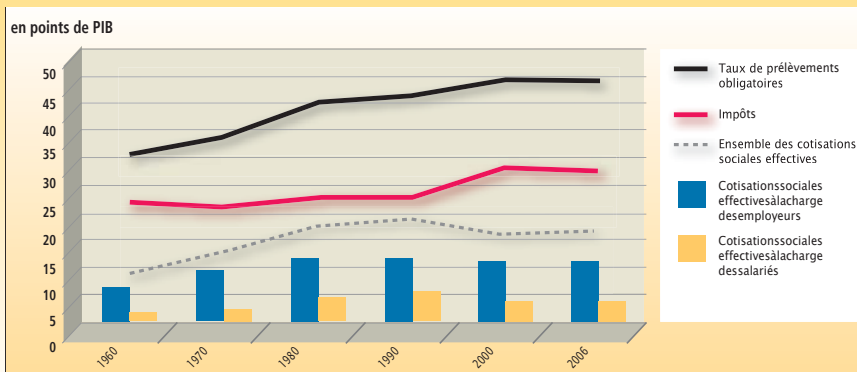


Source : INSEE

En comparant les courbes de taux de marge et de taux d'investissement, on constate que le déficit d'investissement ne provient pas d'un déficit de rentabilité. L'explication sur le manque de dynamique de l'investissement est à chercher ailleurs.

13

PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES DE 1960 À 2006



Source : INSEE

La proportion des prélèvements obligatoires reflète aussi des choix de société. Comme pour le budget d'un ménage, les arbitrages peuvent être complexes dès lors que l'on dépasse la ligne du "strictement indispensable".